

Francesco Rossolillo

Senso della storia e azione politica

II. La battaglia per la Federazione europea

a cura di Giovanni Vigo

Società editrice il Mulino

La Roumanie et la division socialiste internationale du travail

Il vaut la peine de faire certaines réflexions de caractère théorique sur la situation de la Roumanie. On sait que celle-ci prend de plus en plus ses distances vis-à-vis de l'Urss. Les motifs de divergence se multiplient entre les deux pays et apparaissent de jour en jour plus clairement. Le principal est bien connu: dans le cadre de la «division socialiste internationale du travail», que le Comecon a pour mission de réaliser, la Roumanie devrait demeurer essentiellement un pays agricole et renoncer à posséder sa propre industrie lourde. Les dirigeants de Bucarest, au contraire, ne veulent pas se soumettre à une décision qui condamnerait leur économie à un état permanent de sous-développement, et ils n'entendent pas renoncer à accroître ces secteurs – et en particulier celui de l'industrie lourde – constituant l'infrastructure qui fournit les conditions d'un développement économique moderne.

Le caractère insupportable des liens imposés à la Roumanie par le Comecon a été exprimé sans ambages dans une déclaration adoptée le 22 avril dernier par le Parti Ouvrier roumain. Par cette manifestation, les dirigeants de Bucarest ont démontré clairement qu'ils visaient à l'affaiblissement du Comecon. Ils ont en effet proposé: a) son extension à tous les pays socialistes et aux pays qui tout en n'étant pas encore socialistes, «avancent sur la voie du développement non capitaliste» ce qui signifie – c'est nous qui le faisons remarquer – la dilution du Comecon: il comprendrait alors des économies trop hétérogènes pour être efficacement coordonnées et des Etats trop puissants ou trop éloignés pour se soumettre à une direction unique de leur économie; b) que les pays socialistes ne soient pas isolés de l'ensemble des relations économiques mondiales, autrement dit que l'appartenance au Comecon n'empêche pas les pays membres de mener avec l'étranger une politique autonome d'échanges. Ce qui est

difficilement compatible avec une véritable planification socialiste internationale.

Nous nous trouvons donc en présence d'attitudes qui eussent été impensables voici quelques années et qui confirment, une fois de plus, un phénomène que notre revue a signalé dès son apparition et que tout le monde admet maintenant: celui de l'atténuation du bipolarisme dans l'équilibre mondial. A l'incapacité de l'Amérique de maintenir la cohésion, sous son leadership, du camp occidental, fait pendant la multiplication des tendances à l'indépendance vis-à-vis de la Russie de la part des pays communistes. L'exemple roumain en particulier, par la façon dont il s'est produit – sans soubresauts, sans résistance apparente de la part de l'Urss, comme si les dirigeants du Kremlin avaient pris acte par avance du caractère inévitable de cette évolution et de l'inutilité de tout effort tendant à l'arrêter – est particulièrement significatif de l'affaiblissement des liens de dépendance à l'intérieur du bloc soviétique.

Devant des phénomènes de cet ordre on est tout de suite amené à penser à ce qui se produirait si, au contact du monde communiste, et à la place des actuels et impuissants Etats de l'Europe occidentale fondés sur l'égoïste principe national, il existait une unique et puissante fédération prête, de par sa nature, à accueillir de nouveaux Etats. Si la Roumanie se détache de l'Union Soviétique bien qu'il n'existe pas à l'Ouest de l'Europe de fort pôle d'attraction, et si l'Union Soviétique n'est pas en mesure de réagir contre la Roumanie isolée, il est facile de prévoir ce qui se produirait si un premier noyau fédéral, en Europe Occidentale, constituait à la fois ce pôle d'attraction ainsi qu'une puissance en mesure de rétablir l'équilibre en face de l'Union Soviétique.

Mais tant qu'il n'existe pas de fédération européenne à laquelle la Roumanie puisse demander d'adhérer, il est évident que le seul moyen par lequel les dirigeants roumains peuvent exprimer leurs aspirations à l'indépendance demeure le nationalisme.

Il est facile par conséquent de constater que:

1) Il s'agit là d'un atout dont l'efficacité se révèle plutôt modeste. La Roumanie ne dispose en fait ni d'un marché interne dont les dimensions lui permettent de développer une économie dotée d'un minimum de solidité, ni d'une puissance politique qui lui permette de jouer un rôle autonome sur l'échiquier politique

mondial. Il est inconcevable que la Roumanie, sur la base du nationalisme, puisse sortir complètement de l'orbite soviétique aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine politique.

2) Le nationalisme roumain, de ce fait, ne peut s'exprimer que par une politique de chantage vis-à-vis de l'Urss en se donnant comme objectif d'obtenir des avantages de l'accroissement de ses échanges avec l'Occident tout en demeurant dans le bloc soviétique, ce qui est une condition de sa vitalité politique et économique.

3) La nouvelle situation ainsi créée à l'Est de l'Europe est particulièrement instable. Il est, en effet, impensable qu'une politique comme celle des dirigeants roumains, qui ne peut pas se proposer comme objectif l'instauration en Roumanie de la liberté et de la démocratie, réussisse à mobiliser dans le pays une grande quantité d'énergie. Il est d'évidence impossible qu'une politique fondée essentiellement sur l'équivoque puisse trouver un appui sérieux dans l'opinion publique, laquelle ne peut être sensible qu'à des options de valeurs. La politique du gouvernement roumain est condamnée à demeurer le fait d'un sommet ne disposant dans le pays que d'une faible base, et sensible par conséquent au moindre changement intervenant dans la composition des organes dirigeants.

4) La seule conduite que l'Occident puisse adopter devant le phénomène roumain est celle qui consiste à stimuler le phénomène réactionnaire du nationalisme, afin d'utiliser les velléités d'indépendance des dirigeants de Bucarest pour créer des difficultés à la diplomatie soviétique et tenter ultérieurement d'affaiblir le bloc oriental. Le bloc occidental se trouve donc dans l'impossibilité de mener une politique accordée aux principes qui constituent sa justification idéologique – et qui ne pourrait être qu'une politique de liberté pour les peuples de l'Europe orientale soumis à la domination communiste. Les aspirations des Roumains à la liberté sont par conséquent trahies par l'Occident qui les utilise comme un instrument de son jeu diplomatique au lieu de contribuer efficacement à leur satisfaction.

Le phénomène roumain, de ce fait, met en pleine lumière les conséquences désastreuses du maintien de la souveraineté absolue des Etats nationaux de la moitié occidentale de l'Europe. En particulier, les conclusions auxquelles jusqu'à présent on est parvenu sur ce point devraient faire méditer tous ceux qui, en

Allemagne, cherchent vainement à obtenir la réunification de leur pays en traitant avec l'Urss, c'est-à-dire avec la puissance qui a le plus d'intérêt à maintenir le status quo. Mais cela soulève d'autres problèmes d'une extrême importance, et en premier lieu une question à la fois théorique et pratique, fondamentale pour le marxisme militant: la capacité qu'a le communisme de réaliser la division socialiste internationale du travail. Si le marxisme, en tant que courant historique, se montre incapable d'atteindre ce but, cela veut dire qu'il sera surclassé par le mouvement qui parviendra à réaliser, avec une équitable division mondiale du travail, les objectifs et les valeurs que celle-ci implique.

Le cas de la Roumanie est la démonstration évidente que le Comecon a fait faillite dans sa tentative de réaliser la division socialiste internationale du travail. Dans les déclarations du 22 avril dernier du Parti Ouvrier roumain on constate que: «Des mesures telles que le plan unique et l'organisme unique de planification commun à tous les membres» consistent «à faire passer certaines fonctions de direction économique, jusque là de la compétence de l'Etat, dans les attributions d'organismes supranationaux». Mais on s'oppose énergiquement à ces mesures en affirmant que «la direction planifiée de l'économie nationale est un des attributs fondamentaux, essentiels et inaliénables de la souveraineté de l'Etat socialiste».

Ces affirmations équivalent évidemment à un constat d'échec du Comecon, tout au moins sur le plan envisagé. Le problème, c'est précisément de voir si cet échec est dû à des causes contingentes ou s'il est au contraire un symptôme de l'incapacité structurelle du Comecon lui-même de réaliser l'objectif qu'il s'est fixé sur le papier: la division socialiste internationale du travail.

Pour résoudre ce problème il convient de tracer brièvement le tableau des politiques économiques concevables dans l'abstrait sur un vaste territoire partagé entre plusieurs Etats, comme c'est le cas pour le Comecon. Il y en a trois: d'un côté, en effet, on peut penser à une politique économique de type impérialiste menée par l'Etat qui, dans le bloc en question, a prééminence sur les autres. Dans cette hypothèse l'économie de l'ensemble est dirigée par l'Etat-guide dans le sens le plus conforme à ses propres intérêts économiques et hégémoniques; l'un de ceux-ci est évidemment le maintien de l'écart en richesse et en puissance existant entre l'Etat-guide et les Etats satellites, écart qui garantit

la position de leader de celui-là. On peut en second lieu concevoir une situation dans laquelle chacun des Etats intéressés mène sa propre politique économique en ne tenant compte égoïstement que de ses propres objectifs nationaux. Dans cette hypothèse on ne peut évidemment pas parler de division internationale du travail, mais seulement de commerce international, d'un commerce rendu difficile au surplus par le caractère fermé des économies en question. Enfin on peut imaginer une situation dans laquelle on aurait une seule politique économique avec, cependant, comme objectif non pas l'accroissement des richesses d'un Etat au détriment des autres, mais le développement harmonieux de l'ensemble, et par suite l'élimination des déséquilibres, l'entraînement donné à la production dans les zones les plus arriérées au dépens des plus riches, etc...

Si nous nous proposons de voir maintenant lesquelles de ces politiques économiques concevables dans l'abstrait sont en réalité possibles sur le domaine du Comecon, nous nous apercevons que seules le sont les deux premières. Et cela pour la bonne raison que ce n'est que pour les deux premières qu'il existe des centres de pouvoir en mesure de dégager une volonté politique correspondante. Le pouvoir politique, de par sa nature, ne peut défendre et promouvoir que les intérêts de l'aire sur laquelle se déroule la lutte pour le conquérir: le gouvernement soviétique défend les intérêts soviétiques, et il est ingénu de croire qu'il défend également ceux de ses satellites si ce n'est dans la mesure où ils sont également les siens; et le gouvernement roumain, de son côté, défend les intérêts roumains.

Par conséquent, dans le cas qui nous occupe, il n'existe que deux possibilités: ou l'Union Soviétique est suffisamment forte pour contrôler l'économie roumaine dans son propre intérêt – et on a la solution impérialiste¹; ou elle ne l'est pas, et alors la Roumanie se soustrait – au moins partiellement – au contrôle soviétique, et mène une politique économique autonome – et l'on a de la sorte la solution nationaliste.

¹ On se rappellera qu'entre les motifs les plus souvent formulés du différend entre la Russie et la Chine figure l'accusation portée par les Chinois contre les Soviétiques d'accomplir le passage de la dernière phase du socialisme à la première phase du communisme (c'est-à-dire, dans le langage du marxisme théologique, de l'état de développement de l'économie dans lequel chacun

La troisième politique économique, pour être mise en pratique, exigerait un pouvoir politique couvrant tout le domaine du Comecon, autrement dit un Etat unique. Mais c'est là une solution que nous ne pouvons pas attendre du communisme. C'est un fait qu'il tend toujours plus à accepter les prétendues «voies nationales». Il n'est d'ailleurs pas en mesure de faire autrement, étant donné que la voie supranationale lui est interdite parce qu'elle requiert des institutions fédérales, lesquelles à leur tour requièrent la liberté politique, le droit à l'opposition et ainsi de suite (le fédéralisme n'étant, par un de ses aspects, que la version démocratique de l'empire multinational).

Le différend entre l'Urss et la Roumanie trahit donc l'incapacité structurelle du Comecon de réaliser la division socialiste internationale du travail. Le socialisme, dans toutes ses expériences internationales, depuis celle de la Seconde Internationale en face de la guerre de '14 jusqu'au récent conflit de puissance entre l'Urss et la Chine, non seulement n'a jamais réussi, par la grève générale, à mobiliser contre la guerre la classe ouvrière de tous les pays (en réalité on n'y songe même plus) pas plus qu'il n'a réussi à éliminer, à l'intérieur du système des Etats socialistes, les traditionnels conflits de puissance, les rapports de force, la défense des frontières, etc.; mais il fait maintenant la démonstration qu'il ne réussit pas à créer la solidarité entre les peuples même dans le domaine de l'économie. Sa fécondité historique est terminée, son cycle est clos.

In «Le Fédéraliste», VI (1964), n. 2.

reçoit selon ses mérites à celui dans lequel chacun reçoit selon ses besoins, autrement dit encore du stade du développement de l'industrie lourde à celui du développement des industries de consommation) sans se préoccuper de l'évolution des autres pays communistes; les Soviétiques devraient, au contraire, selon les Chinois, consacrer une partie de leurs propres ressources à accélérer le développement des autres pays communistes afin de leur permettre d'entrer tous en même temps dans la phase du communisme.